

Assurer une alimentation diversifiée

Réussites et expériences après neuf ans de mise en œuvre

Aujourd'hui, environ 735 millions de personnes dans le monde souffrent encore de faim aiguë. Deux personnes sur cinq sont trop pauvres pour pouvoir se nourrir de façon saine. Ce sont particulièrement les plus vulnérables dans la société qui sont touchés : la malnutrition à long terme affecte le développement de plus de 22 % des enfants de moins de cinq ans. Ces enfants sont soit trop petits pour leur âge soit trop maigres pour leur taille. Dans les zones rurales, par ailleurs, les femmes sont particulièrement touchées par une insécurité alimentaire sévère. Du fait de l'imbriication avec d'autres objectifs de développement, l'éradication de la faim et de la malnutrition est l'un des objectifs de développement durable (ODD) les plus importants de l'Agenda 2030 des Nations unies. Il revêt une importance cruciale pour la réalisation des 17 ODD, en particulier ceux qui sont liés à la santé, à l'éducation, à l'égalité entre les sexes et au climat.

Dans de nombreuses régions, l'accès à une alimentation saine, déjà difficile, se trouve compromis par les crises actuelles et par les conséquences des crises antérieures, tandis que la disponibilité des denrées alimentaires, elle, continue de stagner. Seules les sociétés disposant de systèmes alimentaires durables ont la capacité de faire face de façon adéquate à ces chocs.

Dans de nombreux pays, la pandémie de COVID-19 s'est traduite par une détérioration générale de la situation économique, entraînant la dépréciation de la monnaie et favorisant une hausse des prix qui a frappé non seulement les denrées alimentaires, mais également les semences et les engrais. La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, qui est encore un des plus grands exportateurs de céréales au monde, a interrompu l'approvisionnement mondial en denrées alimentaires de base. Cette évolution a eu pour conséquences une nouvelle augmentation des prix et des pénuries supplémentaires dans les pays dépendant de ces exportations. Par ailleurs, le système alimentaire mondial subit également l'impact des changements climatiques, qui se font particulièrement sentir dans les zones où les gens manquent déjà de ressources vitales telles que l'eau et la nourriture.



Programme mondial « Sécurité alimentaire et nutritionnelle, renforcement de la résilience »

- Budget : 285 millions d'euros, financés par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
- Durée : 08/2014 – 09/2026
- Objectif : la situation nutritionnelle et la résilience face aux crises alimentaires des ménages en situation d'insécurité alimentaire se sont améliorées.
- Groupes cibles : femmes en âge de procréer, femmes enceintes, mères allaitantes et enfants en bas âge (1 000 jours)
- Pays : Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Éthiopie*, Inde, Kenya*, Madagascar, Malawi, Mali, Togo*, Yémen*, Zambie

*terminé

🌐 <https://www.giz.de/de/weltweit/32194.html>

✉ Contact : nutritionsecurity@giz.de

À la date de l'enquête de référence, dans les régions où le programme mondial « Sécurité alimentaire et nutritionnelle, renforcement de la résilience » intervient, moins d'un quart des jeunes enfants présentaient un taux de diversité alimentaire minimale et une fréquence de repas correspondant à une alimentation adaptée à leur âge. Souvent, les femmes vivant dans ces ménages n'ont pas, elles non plus, accès à une alimentation suffisamment diversifiée et ne bénéficient donc pas d'un apport adéquat en vitamines et en minéraux. Les femmes en âge de procréer, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants en bas âge souffrent très fréquemment de malnutrition. Pour ces raisons, l'alimentation saine des femmes et des enfants en bas âge est au cœur de notre travail.

Les 1 000 premiers jours de la vie sont déterminants pour le développement futur de tout individu. Une bonne alimentation dès le premier âge – voire avant la naissance, par la mère – permet d'éviter de graves troubles du développement et d'enrayer un cercle vicieux de pauvreté et de malnutrition qui peut avoir des conséquences pour l'ensemble de la société et de l'économie d'un pays et n'épargne pas les générations suivantes.

Du fait des multiples facteurs entrant en ligne de compte, la clé d'une lutte efficace contre la faim et la malnutrition réside dans la collaboration étroite entre tous les secteurs concernés : agriculture, santé, éducation, de même que protection sociale, eau, protection du climat et de l'environnement. Agir de façon multisectorielle crée les synergies nécessaires à l'application du droit humain à l'alimentation. Les personnes souffrant de la faim et de la malnutrition doivent être activement impliquées dans la recherche de solutions aux problèmes et aux défis qui sont à l'origine de la situation.

Dans le présent document, nous révélons comment le programme mondial contribue à (1) accroître la diversité alimentaire en augmentant la diversité des denrées et en améliorant l'accès à celles-ci, (2) mettre en œuvre les changements de comportement importants et nécessaires à cette fin, (3) faire de l'élaboration des politiques un levier clé pour une plus grande sécurité alimentaire et pour plus de résilience, (4) renforcer la résistance aussi à long terme et (5) établir de nouvelles preuves de succès en matière d'amélioration de l'alimentation et montrer comment il est possible de mesurer ce succès.



1. Accroître la diversité alimentaire vitale

Le droit humain à l'alimentation ne signifie pas seulement qu'il y a suffisamment dans l'assiette pour être rassasié, mais que tous les êtres humains ont accès à une nourriture équilibrée, riche en nutriments et en vitamines. La diversité est un élément fondamental d'une alimentation saine et digne. Lorsque l'alimentation est déséquilibrée et que des nutriments importants comme le fer, l'iode ou la vitamine A manquent, cela a des conséquences sur le développement physique et mental d'une personne. La malnutrition provoque des maladies, accroît la vulnérabilité aux infections et entraîne une diminution des performances ; en outre, son coût économique est élevé : les coûts de la malnutrition et des carences alimentaires pour l'économie mondiale sont estimés à 3,5 billions de dollars par an. Ces coûts sont dus à la perte de croissance économique associée à une mortalité accrue chez les enfants et les adultes, laquelle est entraînée par des maladies non transmissibles, en lien avec l'alimentation. Dans des pays africains comme l'Éthiopie et le Malawi, ils représentent entre 10 % et 16 % du produit intérieur brut.

Que faisons-nous pour accroître la diversité alimentaire ? Qu'avons-nous atteint jusqu'à présent ?

Nous œuvrons pour garantir une alimentation saine et variée et pour renforcer la résilience, en particulier dans des contextes fragiles – par exemple dans des régions où les crises alimentaires sont récurrentes. Nous apportons notre soutien à des ménages de petits agriculteur-riche-s qui ne produisent pas suffisamment d'aliments riches en nutriments ou n'ont pas les moyens financiers de les acheter sur les marchés, pour que l'alimentation diversifiée soit plus facilement disponible et accessible. Dans ce but, nous mettons sur pied et nous promovons des mesures permettant aux femmes et à leurs (futurs) enfants de se procurer une grande variété d'aliments riches en micronutriments et d'une grande valeur nutritionnelle. Parallèlement, nous encourageons la diffusion de connaissances et de compétences concernant l'utilisation optimale des denrées alimentaires ainsi que les règles d'hygiène à respecter lors de leur culture, de leur stockage, de leur transformation et de leur préparation. Nous suivons ici la *Food-based Approach* : cette approche vise à garantir une alimentation plus abondante et de meilleure qualité en promouvant la diversification des cultures ainsi que l'achat et la consommation de denrées alimentaires. Elle est accompagnée par un soutien aux meilleurs services d'hygiène, des soins et d'assainissement.



Avec pour objectif de renforcer la résilience des communes rurales, nous mettons l'accent sur la fiabilité de la disponibilité des denrées alimentaires tout au long de l'année, de même que lors des périodes de crise récurrentes, comme les sécheresses. À cet effet, nous associons des mesures dans deux secteurs au moins – essentiellement l'agriculture, la santé et la protection sociale – en fonction du contexte et des besoins, pour que les personnes bénéficient d'effets de synergie. Nous agissons aussi bien à l'échelle des ménages et des individus qu'au niveau communal et national, afin de permettre la diffusion et la pérennisation de ces mesures. Nous avons déjà obtenu un accroissement important de la diversité alimentaire dans huit pays sur neuf. Nos actions favorisant l'introduction et la promotion de nouvelles pratiques culturelles pour la production d'aliments riches en vitamines et en nutriments et renforçant les compétences des groupes cibles, des intermédiaires et des décisionnaires en ce qui concerne une alimentation saine et équilibrée, la santé et l'hygiène ont permis à de nombreux ménages d'améliorer considérablement leur situation nutritionnelle en appliquant les connaissances acquises. Nous posons ainsi les bases d'une vie et d'une croissance saines pour la génération suivante.

2. Les changements de comportement sont essentiels

La mise en place d'une alimentation saine et variée réclame l'adoption d'habitudes et de comportements favorables. Toutefois, si les ménages n'ont pas les connaissances nécessaires en matière d'alimentation équilibrée et d'hygiène et sur les besoins spécifiques des femmes en âge de procréer, des nourrissons et des jeunes enfants, la disponibilité des denrées alimentaires et l'accès à celles-ci ne suffisent pas. L'absence de sensibilisation relativement à la diversité alimentaire ainsi qu'à la qualité des denrées alimentaires et à des pratiques de préparation et d'assistance adéquates favorisent la sous-alimentation et la malnutrition. Lorsque la qualité des aliments et leur teneur en micronutriments sont diminuées suite à une mauvaise préparation, par exemple, les troubles carenciels peuvent subsister. Dans de nombreux cas, des changements dans les pratiques alimentaires et dans les pratiques d'hygiène sont essentiels pour obtenir une amélioration de la nutrition individuelle et de la résilience à l'échelle de la collectivité.

Quels sont les défis ?

Comme tout comportement humain, le comportement alimentaire est fortement influencé par les normes sociales. Les processus visant à changer de façon durable les pratiques alimentaires sont longs et laborieux. Ils nécessitent de l'engagement, de la ténacité, et donc du temps. Pour réaliser ces changements, les personnes doivent modifier leurs attitudes, assimiler de nouvelles valeurs et de nouveaux objectifs et les mettre en œuvre dans la pratique. À cet égard, les comportements adoptés de manière autonome ont beaucoup de chances d'être conservés sur la durée. La durabilité des actions promouvant une alimentation saine et diversifiée dépend de la pérennité des changements d'attitude et de comportement (*Social and Behaviour Change*).

Que faisons-nous ? Qu'avons-nous atteint jusqu'à présent ?

Les stratégies visant à modifier les comportements dans le domaine de l'alimentation sont un élément de base d'une action efficace en faveur de la sécurité alimentaire. Elles doivent donc être intégrées à chaque projet dès la phase de planification. Dans cette perspective, il faut tenir compte du fait que la plupart des décisions sont prises de façon inconsciente et en obéissant à l'habitude. Elles sont influencées par l'action d'autrui ou par la manière dont les

choix possibles sont présentés. Lorsque nous élaborons nos stratégies, nous analysons les comportements et nous identifions les facteurs favorables et les facteurs défavorables ; nous encourageons les premiers et nous supprimons les derniers. Les activités de communication sur les changements sociaux et les changements de comportement (*Social and Behaviour Change Communication*) dépassent donc amplement la simple transmission d'informations : elles touchent les attitudes et les normes sociales des individus et des groupes et induisent ainsi des changements de comportement réels et durables.

Les formations diffusant en cascade les contenus jusqu'aux ménages, les mesures d'apprentissage social telles que des représentations théâtrales, des concours et des démonstrations culinaires, les journées *Food and Nutrition* et l'envoi de SMS sur les téléphones portables sont autant d'activités qui se sont révélées efficaces. Les compétences et l'engagement des ambassadrices et ambassadeurs locaux, par exemple les bénévoles dans les communes ou les intermédiaires des services de base étatiques et non étatiques, sont des facteurs essentiels de réussite. Ces acteur-ric-e-s transmettent de façon convaincante leur savoir et les pratiques associées. Leur connaissance des conditions sur place facilite l'application de ce savoir et la mise en œuvre de ces pratiques. Grâce à une motivation constante et à des formations sur les contenus, ainsi que par de meilleures stratégies de conseil, de diffusion et de communication, il-elle-s sont à même de promouvoir efficacement une alimentation saine dans leurs communes, au-delà de la durée du projet.





En **Zambie**, nous nous appuyons sur des **activités parallèles de communication** ciblée, non seulement en vue de transmettre des connaissances aux personnes avec lesquelles nous travaillons, mais également en associant ces connaissances avec un contenu émotionnel positif. Dans cette perspective, une série télévisée d'animation a été produite et diffusée, une **kermesse de l'alimentation** a été organisée dans les villages et un **jeu de cartes** a été conçu. Basé sur le principe du jeu des sept familles, ce **jeu** est devenu très populaire; il met à profit la culture des jeux de cartes répandue en Zambie. Par le jeu, les participant-e-s acquièrent des connaissances de première importance sur l'alimentation, dans une atmosphère détendue. Ces connaissances concernent notamment les produits alimentaires disponibles localement et l'alimentation contenant des nutriments essentiels tels que la vitamine A, le fer et les protéines. Les résultats d'une première étude réalisée sur l'efficacité du jeu ont révélé que les connaissances du groupe cible avaient sensiblement augmenté, et ont aussi fait état de changements de comportement positifs.



L'amélioration de la situation nutritionnelle des femmes et des enfants en bas âge passe nécessairement par une implication accrue des décisionnaires dans les ménages et les communes, comme les maris et les femmes âgées. En **Éthiopie**, les fidèles de l'Église orthodoxe jeûnent jusqu'à 250 jours par an. Dans les régions rurales, les femmes enceintes et les mères qui allaitent pratiquent aussi le jeûne, malgré la dérogation accordée par l'Église orthodoxe éthiopienne. Pour cette raison, dans l'Amhara, le projet a mis sur pied une coopération afin de sensibiliser les ecclésiastiques à l'importance d'une alimentation équilibrée. Lors de la deuxième étape de la coopération, ces ecclésiastiques diffuseront des informations sur la possibilité d'exemption du jeûne auprès des ménages des zones rurales et les encourageront à la respecter.



En vue de répartir équitablement la responsabilité touchant la question d'une alimentation saine, le programme mondial s'appuie sur une approche sensible au genre. De nombreuses personnes souffrant de malnutrition et de sous-alimentation sont socialement défavorisées, en particulier les femmes : ces personnes ne disposent que d'un accès limité à l'éducation, aux soins de santé et aux systèmes de protection sociale. Les différences entre les sexes dues aux valeurs et aux normes ancrées dans la société constituent un obstacle à la sécurité alimentaire. Pour que les actions agissent à long terme, il faut que les conditions des femmes s'améliorent. Renforcer les droits, supprimer les lois et les normes discriminatoires, assurer l'égalité d'accès aux ressources ainsi que l'égalité de représentation et conférer des possibilités d'influence accrues sont autant de facteurs décisifs qui permettront la résistance des personnes et garantiront une alimentation saine pour tous.

Afin de pérenniser, indépendamment du genre, les changements souhaités en matière d'attitude et de comportement dans l'optique d'une alimentation équilibrée et riche en nutriments, nous associons les principaux décisionnaires des ménages et des communes de manière cohérente et systématique aux activités. Cela peut être par exemple les maris, les femmes âgées et les autorités locales. Des activités ciblées d'information de conseil sur la diversité alimentaire et sur son importance sensibilisent ces personnes aux besoins nutritionnels des femmes enceintes et allaitantes ainsi qu'à ceux de leurs enfants en bas âge, et par suite aux conséquences de la malnutrition et de la sous-alimentation. Les hommes sont invités à s'impliquer davantage dans l'alimentation familiale et à soutenir activement leur femme, sans risquer de perdre la face au sein de la société. Dans les sociétés plus traditionnelles, c'est un sujet souvent sensible. En général, il est possible d'impliquer les hommes par le biais de discussions sur leur perception de leur rôle et sur les comportements associés; prenant en compte le contexte, ces discussions se tiennent sur de longues périodes.

Certaines mesures du programme mondial s'attaquent spécifiquement aux causes profondes des **inégalités entre les sexes**. Au **Burkina Faso**, par exemple, les hommes suivent une formation dans des *écoles de maris*, pour pouvoir appliquer activement les bonnes pratiques en matière de consommation, d'hygiène et de nutrition. En **Inde**, des campagnes, des concours, du théâtre de rue et des ateliers (en partie virtuels) sur des thèmes comme la diversité alimentaire, les pratiques d'allaitement, les aliments complémentaires et l'hygiène sont organisés avec succès. Toutes ces actions s'adressent particulièrement aux hommes. Au **Cambodge**, les hommes sont sensibilisés par le biais d'offres spécialement adaptées, de groupes de discussion et de manifestations sportives et théâtrales, ainsi que par la participation à des *Care Groups*. Au **Malawi**, des campagnes de sensibilisation spécialement destinées aux hommes sont menées: des *représentants masculins* sont d'abord identifiés, puis suivent une formation pour motiver d'autres hommes à participer davantage aux activités domestiques liées à la nutrition.

L'efficacité dépend du contexte

Nous avons analysé et documenté les expériences que nous avons faites en matière d'efficacité des actions en faveur d'un changement du comportement menées dans cinq pays différents (Burkina Faso, Éthiopie, Inde, Malawi et Zambie). On peut en tirer une conclusion importante: il ne suffit pas d'accroître les connaissances pour modifier les comportements. Les raisons de certains comportements – c'est-à-dire les facteurs favorables et défavorables – doivent être réinterprétées dans chaque nouveau contexte. Afin de développer des stratégies favorisant le changement des comportements, il est particulièrement important d'identifier les personnes qui sont respectées, ainsi que les comportements autres qui fonctionnent dans le contexte local et sont des exemples de comportements visés, et de les encourager.

En coopération avec l'*Université d'Antananarivo*, la *Humboldt Universität de Berlin* mène un projet de **recherche appliquée d'accompagnement pour la composante pays Madagascar**. Les activités de recherche participative menées sur le terrain en collaboration avec le groupe cible de la composante pays permettent de générer des connaissances scientifiques sur la mise en œuvre des programmes de nutrition. Dans le cadre de ce projet de recherche, on a étudié par exemple l'interaction entre des mesures visant des objectifs divers: augmentation de la consommation de provitamine A, orientation sensible au genre des formations agricoles ou perception de l'utilité individuelle des mesures. Les connaissances acquises font régulièrement l'objet de discussions avec les différents partenaires sur place, dans le but d'adapter les activités aux besoins locaux. Les résultats du projet de recherche sont présentés à la communauté scientifique dans le cadre de conférences et sont diffusés par le biais de publications scientifiques qui abordent notamment le thème de la déviance positive.



3. La gouvernance en matière de nutrition, un facteur de réussite

La gouvernance en matière de nutrition englobe l'ensemble des processus de gouvernance visant à assurer une alimentation sûre, variée et saine à tou-te-s les habitant-e-s d'un pays. C'est uniquement en s'appuyant sur une gouvernance nutritionnelle efficace que le droit humain à l'alimentation pourra être appliqué et ancré durablement dans les structures nationales, décentralisées et communales d'un pays. Une bonne gouvernance en matière de nutrition n'est pas seulement un levier clé, elle est également le facteur décisif qui permettra le passage à l'échelle et la durabilité de toutes les actions corrélatives.

Quelles sont nos approches ?

Qu'avons-nous atteint jusqu'à présent ?

Nous améliorons la gouvernance en matière de politique alimentaire par nos partenaires publics (1) en promouvant des conditions d'ensemble favorables et en intégrant les approches et les expériences réussies aux stratégies nationales des différents secteurs, (2) en encourageant le renforcement des capacités du personnel des pouvoirs publics, (3) en mettant sur pied et en renforçant les groupes de coordination multisectoriels et (4) en réunissant les institutions publiques nationales et décentralisées autour de la question de la nutrition et en renforçant la coopération entre elles, créant ainsi des synergies dans l'utilisation communautaire des ressources, ainsi que dans la planification et la mise en œuvre des actions dans le domaine de la nutrition.

De plus, nous conseillons nos partenaires relativement à l'analyse d'expériences de mise en œuvre concrètes, ainsi qu'à la préparation et à l'ancrage d'approches réussies (bonnes pratiques). Nous développons des compétences spécialisées dans les domaines de l'alimentation, de la planification et de la mesure des résultats dans les ministères concernés et nous contribuons au discours national et international dans les champs technique et politique par les expériences tirées de la mise en œuvre des différentes actions. Le développement, l'adoption et la mise en œuvre de stratégies nutritionnelles efficaces, ainsi que leur coordination et leur harmonisation avec d'autres stratégies sectorielles, sont des facteurs essentiels pour l'ancrage durable d'une alimentation saine dans les politiques nationales. Nous soutenons et nous accompagnons cette démarche en renforçant les groupes de coordination multisectoriels, lançant des plans d'action dans le domaine de la nutrition et en intégrant ces plans aux formations initiales et continues.

Nous encourageons activement l'imbrication des institutions étatiques nationales et décentralisées en vue d'améliorer l'opérationnalisation et la mise en œuvre des stratégies adoptées. Parallèlement, nous promouvons les retours d'expérience après la mise en œuvre, afin de valoriser efficacement ces expériences dans le cadre des mesures politiques visant une alimentation saine et diversifiée. Notre engagement porte déjà ses fruits : de nombreux groupes de coordination et de processus dans les institutions publiques accordent désormais une grande importance à la question de l'alimentation saine et diversifiée. Nous constatons que l'amélioration de la coordination et de la concertation entre les secteurs, ainsi que la formation conjointe des employé-e-s d'organisations de l'État et de la société civile, ont des effets durables sur la nutrition et la santé de la population. La population locale est sensibilisée aux questions de l'hygiène, des pratiques alimentaires, de l'agriculture et de la prévention (des crises, en particulier). Dans ce contexte, il est de plus en plus important de réduire la dépendance vis-à-vis des donateurs extérieurs lors de la mise en œuvre de ces actions et d'apporter un soutien aux partenaires en ce qui concerne l'affectation et la protection des budgets publics destinés à l'alimentation.



L'inclusion d'activités concrètes et concertées visant à améliorer l'alimentation dans les plans de développement des communes compte parmi les résultats d'une coopération multisectorielle réussie, dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et/ou de la protection sociale, par exemple. À ces résultats vient s'ajouter le passage à une agriculture sensible à la nutrition, donc une orientation de la production agricole sur les objectifs d'une alimentation saine et diversifiée pour la population locale.

Une bonne **gouvernance en matière de nutrition** a des effets : dans presque tous les pays, nous avons aidé nos partenaires à lancer et à mettre en place, au niveau des arrondissements et des districts, des plates-formes multisectorielles dont l'objectif premier est l'adoption d'une alimentation saine et diversifiée. Les plans de développement et d'action au niveau local, régional ou national sont axés sur la dimension de la nutrition. Au **Malawi**, par exemple, une imbrication entre le niveau communal, le niveau du district et le niveau national est encouragée efficacement par les plans de développement villageois. Dans ce pays, le ministère compétent et une administration de district ont bénéficié d'un soutien actif pour le pilotage d'une approche en vue de l'élaboration participative de plans de développement villageois sensibles à la nutrition. Les enseignements tirés de cette expérience sont désormais utilisés pour le déploiement d'une approche au niveau national. Notre expérience est mise à profit en vue de l'élaboration de conditions d'ensemble favorables : les expériences acquises dans le cadre de nos projets ont par exemple joué un rôle déterminant lors du développement d'un outil de budgétisation de l'alimentation dans les plans de développement communaux au **Bénin**, pour la stratégie nationale de sécurité alimentaire au **Cambodge** et en vue du développement d'une procédure standard pour l'aménagement et l'exploitation de jardins communaux en **Inde**.



Les défis rencontrés et les progrès effectués par la gouvernance en matière de nutrition au cours des deux dernières années ont été analysés dans le cadre d'une étude. Cette étude recommande de se concentrer à l'avenir sur la question de la budgétisation de la nutrition et de continuer à soutenir et à renforcer des structures de coordination multisectorielles avec les multiples partenaires concernés. Dans l'idéal, il faudrait également accorder une priorité au renforcement des systèmes nationaux de suivi et à la diffusion systématique d'actions efficaces. L'étude souligne les avantages importants présentés par le cadre analytique que nous avons développé en vue d'un renforcement stratégique de la gouvernance en matière de nutrition*. Afin de faire avancer l'ancrage du thème de l'alimentation saine dans les populations, des composantes pays choisies élaborent actuellement des stratégies de plaidoyer en collaboration avec leurs partenaires, en vue de sensibiliser davantage les structures de pilotages et les décisionnaires à cette question.

* voir les références

4. Renforcer la résistance à long terme

Les crises se superposant ou se répétant compromettent les progrès réalisés en matière de développement. La faim et la malnutrition ne pourront être réduites à long terme que lorsque la capacité de résistance (résilience) des groupes de population vulnérables aux crises alimentaires sera renforcée. Les effets du changement climatique, les conflits violents et la pandémie de COVID-19 contribuent à une hausse significative du taux de faim et de malnutrition dans le monde, en particulier dans les pays du Sud.

Être résilient, cela signifie disposer d'options d'action qui protègent la vie, les moyens de subsistance et les perspectives d'avenir, pour pouvoir faire face aux crises. Plus les acteurs seront informés, plus leurs options seront variées et plus ils seront capables d'utiliser ces informations et ces options pour eux-mêmes, plus leur capacité d'action s'accroîtra.

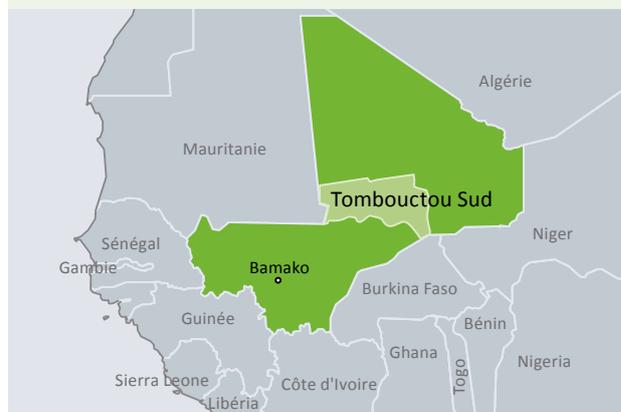
Quels sont les défis ?

Les effets du changement climatique, tels que l'irrégularité des précipitations, mais aussi les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations, ont un impact considérable sur la production et la disponi-

bilité alimentaires dans les régions touchées. La guerre et les conflits peuvent également déstabiliser des systèmes alimentaires entiers et limiter l'accès à la nourriture, aggravant encore la faim et la malnutrition.

Les pandémies mondiales, telles que la COVID-19, et leurs effets persistants ont également un impact considérable sur la sécurité alimentaire : les confinements et les autres restrictions ont ainsi perturbé les chaînes d'approvisionnement, en particulier jusqu'au début 2022, contribuant à l'instabilité économique de pays entiers. Ces restrictions ont encore exacerbé les difficultés auxquelles sont confrontés les groupes de population les plus vulnérables, en particulier dans les pays en développement.

Mali - Les principales causes de l'insécurité alimentaire chronique ainsi que des crises alimentaires aiguës et récurrentes sont multiples. Les sécheresses fréquentes, ainsi que les inondations, la dégradation des sols, l'instabilité politique et les conflits violents de longue durée se sont fortement intensifiés ces dernières années. Leurs effets cumulés entraînent une détérioration progressive des moyens de subsistance, s'accompagnant de taux de retard de croissance élevés dans les zones touchées. On est en présence d'un retard de croissance lorsqu'un enfant ne reçoit pas suffisamment de nutriments pour assurer sa croissance et son développement. La zone sahélienne du nord du Mali, y compris la zone du projet située dans la région de Tombouctou, est en état d'urgence alimentaire permanent.





Que faisons-nous pour rendre les ménages plus résilients face à la faim et à la malnutrition ?

Une agriculture diversifiée renforce les systèmes alimentaires locaux et contribue à une meilleure situation nutritionnelle dans les régions vulnérables.

Pour appuyer la résilience des familles, nous travaillons au niveau local, régional et national. La disponibilité et l'accès aux denrées alimentaires sont améliorés dans les ménages grâce à des formations sur des sujets agroécologiques. Ces sujets comprennent par exemple la culture indépendante de variétés à la fois diverses et résistantes dans les jardins potagers et les champs communautaires de la région. Grâce au stockage et à la transformation ultérieure de la récolte, les denrées alimentaires destinées à la consommation se conservent plus longtemps et peuvent être proposées sur des marchés plus éloignés. La multiplication de semences et de plants disponibles localement contribue à implanter durablement les aliments riches en nutriments promus par le projet dans les communautés locales. Dans le cadre de ce soutien, nous accompagnons également les ménages dans la production d'engrais organiques afin de réduire leur dépendance aux intrants importés et de rendre le système de culture local plus résilient.

Afin de sécuriser les connaissances et les pratiques à long terme, des intermédiaires étatiques sont formé-e-s dans le domaine de l'agriculture sensible à la nutrition. Ces intermédiaires agissent ensuite comme interlocuteur-ric-e-s auprès des petit-e-s agriculteur-ric-e-s locaux-ales qui souhaitent diversifier leurs cultures et accroître ainsi la disponibilité de produits alimentaires sains dans leur région. Il est ainsi plus facile pour les ménages locaux de s'alimenter de manière variée.

Qu'avons-nous atteint jusqu'à présent ?

Les données collectées dans les pays partenaires du programme mondial révèlent que les actions multisectorielles relatives à la sécurité alimentaire augmentent la résilience des ménages face aux chocs et aux crises multiples. Alors que la situation alimentaire globale s'est détériorée suite au changement climatique, aux pandémies et aux conflits locaux et mondiaux, la situation des ménages ayant bénéficié d'un soutien était nettement meilleure que celle de ménages comparables n'ayant bénéficié d'aucun soutien.

Inde – Le district de Sheopur, dans l'État du Madhya Pradesh, est victime de sécheresses croissantes et prolongées. Les habitant-e-s des communes soutenues par le projet ont commencé à faire sécher et à stocker sur de plus longues périodes les produits de leurs jardins, tels que les légumes et les semences. Par ailleurs, il-elle-s ont commencé à utiliser des semences résistantes à la sécheresse et adaptées aux saisons : il-elle-s sont ainsi en mesure de faire des récoltes de légumes supplémentaires, en particulier grâce à l'utilisation des eaux usées pour l'irrigation.





Protection sociale

Face à l'aggravation de la situation alimentaire mondiale du fait des crises multiples, l'importance des mesures de protection sociale sensibles à la nutrition est de plus en plus manifeste. Les programmes de protection sociale peuvent fournir aux ménages pauvres les ressources nécessaires leur permettant de faire face à des situations qu'ils ne seraient pas en mesure de surmonter par leurs propres moyens. Ces programmes peuvent les aider à assurer leur alimentation dans des situations d'urgence sans avoir à recourir à leurs moyens de subsistance à long terme. Pour cette raison, nous soutenons des groupes d'épargne sensibles à la nutrition ; ces groupes assurent également la transmission de connaissances financières de base. Cette mesure permet aux épargnant-e-s de se constituer des réserves afin d'investir à plus long terme dans une alimentation saine. Nous proposons en outre des perspectives en ce qui concerne les mesures génératrices de revenus, telles que la production de mélanges de farines riches en nutriments, la production de miel ou la transformation du riz ou de la farine de soja.

Nos enquêtes ont montré que les programmes de protection sociale d'accompagnement se traduisent par une augmentation de l'efficacité des mesures visant à améliorer la situation nutritionnelle. Même dans le groupe cible, qui est fondamentalement exposé au risque d'insécurité alimentaire, la quantité de ressources dont disposent les ménages est variable. Les ménages les plus pauvres ne bénéficieront pas autant des mesures de soutien si aucun programme de protection sociale ne les aide à mieux se nourrir.

Malawi – La mise sur pied de groupes d'épargne et de prêts villageois, les « Village Savings and Loans Associations », permet d'offrir une garantie aux personnes qui ont besoin d'acheter des produits alimentaires et des intrants agricoles dans les périodes où leurs revenus sont faibles. Ces groupes contribuent ainsi de manière décisive à la prévention de l'insécurité alimentaire aiguë.



La gouvernance au service du renforcement de la résilience

Renforcer les institutions étatiques et les structures de gouvernance efficaces permet aux pays de mieux réagir face aux crises et d'améliorer ainsi leur résilience. Par conséquent, nous contribuons au développement, à l'adoption et à la mise en œuvre de stratégies et de politiques nationales. Dans ce but, nous soutenons les échanges techniques entre décideurs des pays du Sud en vue du partage des expériences et du développement des perspectives, sur des sujets tels que le développement des compétences en matière de nutrition, de suivi et de planification, entre autres. Sur le terrain, nous soutenons la budgétisation intersectorielle des actions en matière de nutrition et le renforcement de mécanismes de coordination multisectoriels au niveau régional et national.

Le Mali a rejoint dès 2012 l'Alliance globale pour la résilience AGIR, un **regroupement international pour le renforcement de la résilience** au Sahel. Les pays membres d'AGIR définissent ensemble une stratégie nationale de résilience, qui inspire l'élaboration de leurs politiques, et s'articule autour de quatre piliers : la protection sociale, l'alimentation, la production/l'amélioration des revenus et la **gouvernance**. Le Mali a adopté cette stratégie en 2020. Le programme mondial apporte son appui au gouvernement malien lors de l'opérationnalisation. Ce soutien vise également à garantir que le Conseil National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Protection Sociale qui a été créé par nouvelle Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle assure une mise en œuvre de la stratégie résilience en cohérence avec les autres politiques pertinentes. Par ces mesures, c'est une transformation des systèmes alimentaires et de résilience que l'on vise à long terme.

Lors de la **planification des mesures de résilience**, différentes capacités doivent être prises en compte.

On fait ici la distinction entre les mesures adaptatives, absorbantes, anticipatives et transformatives :

- › Les capacités adaptatives au niveau communal visent par exemple à promouvoir une production sensible à la nutrition, par l'emploi de semences résistantes à la sécheresse ou la création de jardins potagers.
- › Les capacités absorbantes sont renforcées par la distribution de transferts, par exemple.
- › Les capacités anticipatives des structures nationales et décentralisées se rapportent à la préparation aux chocs externes par le biais de systèmes d'alerte précoce, notamment, et ont pour ambition de préparer aux crises avant qu'elles ne se produisent, au-delà de l'aide d'urgence dans les situations aiguës.
- › Le renforcement des capacités transformatives permet d'axer les moyens de subsistance sur de nouvelles conditions dans une approche globale ; pour y parvenir, des changements fondamentaux au niveau des structures politiques, économiques et socioculturelles sont toutefois nécessaires.





5. Comment mesurons-nous notre réussite ?

Les chiffres, les données et les faits reflétant les activités du projet doivent impérativement être fiables, pertinents et, si possible, actuels, afin de pouvoir être utilisés efficacement au service de la gouvernance et de la prise de décision politique.

Ces informations relatives à l'évolution de la situation alimentaire dans une région cible peuvent être générées avec cohérence et fiabilité par un suivi complet et des enquêtes régulières et standardisées auprès des ménages. Dans tous les pays du projet, des données représentatives et comparables d'un pays à l'autre sur la situation et le comportement alimentaires de la population sont collectées sur plusieurs années, permettant ainsi de fournir des éléments probants quant à l'efficacité des approches suivies.

Pour déterminer l'efficacité de nos actions visant à accroître la diversité alimentaire chez les femmes, nous nous appuyons sur l'indice de diversité alimentaire minimale pour les femmes (*Minimum Dietary Diversity for Women*, MDD-W). Cet indicateur mesure la proportion de femmes présentant le taux de diversité alimentaire minimale recommandé. Il est scientifiquement prouvé qu'un apport adéquat en micronutriments importants est assuré lorsqu'au moins cinq des dix groupes d'aliments définis (céréales, légumineuses, fruits à coque, poisson, viande, lait, œufs, fruits riches en vitamine A, autres fruits, légumes à feuilles vertes et autres légumes) sont consommés. Le MDD-W est donc un indicateur indirect de la qualité nutritionnelle. Le programme mondial a été l'un des premiers au monde à introduire le MDD-W comme

indicateur de résultats et peut aujourd'hui s'appuyer sur une série de données de mesure ininterrompue depuis 2016. Ces données permettent également de tirer des conclusions sur les facteurs externes influençant le nombre de groupes d'aliments consommés. Pendant la pandémie de COVID-19, par exemple, on a pu observer un net recul de la diversité alimentaire. Toutefois, dans la plupart des pays, elle est revenue à la normale depuis. Les données collectées ont également montré comment les actions du programme mondial avaient contribué à amortir l'impact de ces événements par rapport à des groupes témoins comparables.

Pour obtenir ces résultats, des données de base ont été collectées dans les régions cibles au début de chaque projet, à l'aide d'indicateurs standard qui sont convenus internationalement. Des enquêtes de suivi sont ensuite menées tous les deux ans avec les mêmes indicateurs, ce qui permet de mettre en évidence les changements dans la situation nutritionnelle et de les rendre mesurables. Cette approche s'appuie sur des enquêtes menées auprès des ménages, qui relèvent l'évolution du comportement alimentaire des personnes, intègrent des groupes de comparaison et collectent d'autres informations, relatives par exemple aux conditions de production et à la participation aux activités du projet. Ces enquêtes de grande ampleur permettent d'identifier de manière précoce les évolutions, les contextes, les obstacles et les catalyseurs en vue de la mise en œuvre réussie des projets. Elles permettent de tirer des conclusions relatives aux résultats directs des actions mises en œuvre sur les personnes, et par suite sur le degré de réalisation des objectifs du projet.

L'investissement a fait ses preuves et s'est révélé utile. Les connaissances acquises à l'aide de ce suivi cohérent sont essentielles pour le pilotage sensible et l'adaptation continue des actions. Parallèlement, elles permettent de rendre pleinement compte de l'ensemble du projet. Les enquêtes sont conçues pour fournir des preuves scientifiquement reconnues de l'efficacité et de l'efficacité d'actions individuelles et d'ensembles de mesures. Les informations obtenues par les mesures des résultats sont souvent des arguments convaincants venant appuyer les efforts visant à intégrer des approches éprouvées aux stratégies nationales et à l'action gouvernementale. Pour tous les projets innovants, des évaluations d'impact réalisées par le biais d'enquêtes et d'études doivent être planifiées et budgétisées. Par notre soutien au développement scientifique sur la question de la sécurité alimentaire et aux échanges actifs entre expert-e-s et praticien-ne-s, nous faisons également profiter d'autres personnes de nos connaissances, et inversement.

Dans le cadre d'une **série de manifestations** que nous avons organisée en 2020 en coopération avec la FAO et la Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne (DG INTPA), un échange technique intense sur la **méthodologie et l'application de la MDD-W** a eu lieu entre les organismes de recherche et les organisations de mise en œuvre. En présence de la coordinatrice du mouvement *Scaling Up Nutrition*, l'importance cruciale de l'indicateur MDD-W pour la question de la nutrition et son rôle potentiel en tant que fondement d'une **élaboration des politiques** (comme indicateur pour l'ODD 2, par exemple) ont, pour la première fois, fait l'objet de discussions approfondies par des experts. Des premiers critères ont été établis par le **guide** publié par la FAO, qui intègre les expériences faites dans le cadre du programme mondial. Le recours à l'indicateur MDD-W est désormais considéré comme un critère de qualité pour les programmes de réduction de la malnutrition par la Commission européenne.

Références

Vous trouverez les études citées sur les sujets de la gouvernance en matière de nutrition, de la résilience, des approches transformatives en termes de genre, de la déviance positive et du changement de comportement social, ainsi que d'autres études, sur le site Internet du programme mondial Sécurité alimentaire et renforcement de la résilience, à l'adresse suivante :

🌐 <https://www.giz.de/de/weltweit/32194.html>

Studie Misereor / Uni Göttingen

🌐 <https://www.misereor.de/presse/pressemeldungen-misereor/neue-studie-zur-armutsluecke-gesunder-ernaehrung>

European Commission, FAO, GIZ, 2020: MDD-W (Minimum Dietary Diversity for Women).

🌐 [From Collection to Action. A series of three virtual events \(26 October, 5 November, and 25 November 2020\) jointly organised by FAO, EU, and GIZ.](#)

FAO, 2021: Minimum Dietary Diversity for Women – An Updated Guide for Measurement: From Collection to Action.

🌐 [Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome, 2021.](#)

GIZ, Global Programme Food and Nutrition Security, Enhanced Resilience, 2019.

🌐 [Appropriate Diet for All – Cross-country Evaluation of Nutrition Outcomes. Eschborn and Bonn, Oct. 2019.](#)

En tant qu'entreprise appartenant à l'État fédéral, la GIZ soutient le gouvernement fédéral dans la réalisation de ses objectifs dans la coopération internationale pour le développement durable.

Publié par:
Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32+36	Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
53113 Bonn, Allemagne	65760 Eschborn, Allemagne
T +49 228 44 60-0	T +49 61 96 79-0
F +49 228 44 60-17 66	F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Programme:
Programme Mondial pour la Sécurité alimentaire et
le renforcement de la résilience

Auteur:
Barbara Abbentheren, Robin Rothweiler

Responsable:
Claudia Lormann-Nsengiyumva, GIZ
Markolf Maczek, GIZ

Layout:
kipconcept gmbh, Bonn

Crédits photos:
GIZ: (p 4, 5, 9, 10, 14 gauche, 22); Conor Wall (p 1, 2, 13);
Georges-Arnaud Akieminou (p 6); Steffi Krauss (p 8);
Claudia Ruff (p 3); Aissata Mahamane (p 11);
Ursula Meissner (p 12); Sumi Teufel (p 14 droite)

Renvois et liens:
Les contenus de sites externes liés relèvent de la responsabilité des fournisseurs
ou hébergeurs de ces sites. La GIZ se démarque expressément de tels contenus.

Septembre 2023